

Rudy Demotte va où il peut se rendre utile

L'ancien bourgmestre de Tournai nommé président de l'Eurométropole pendant une année

Durant une année, Rudy Demotte a décidé de mettre ses compétences au service de l'Eurométropole Lille-Kortrijk-Tournai. Un mandat gratuit qui n'a rien à voir avec sa démission récente du poste de conseiller communal de Tournai.

Pour faire taire les mauvaises langues, la fonction de président de l'Eurométropole Lille-Kortrijk-Tournai est bénévole. Rudy Demotte n'a pas quitté son poste de conseiller communal tournaisien pour toucher le jackpot. « Je suis président par convictions militantes. La question transfrontalière a toujours fait partie de mon parcours ».

Les prémices de l'Eurométropole voient le jour en 1999. Avec Odon Boucq, Fernand Dupriez et Guy Demeulemeester, Rudy Demotte est à la base de ce qui est aujourd'hui une agence dirigée par Loïc Delhuvette.

Elle emploie huit équivalents temps plein et tourne avec un budget de 1,8 million sur un territoire de 3.500 km², la superficie du Luxembourg. « Un territoire assez vaste avec 5.500 kilomètres de voies navigables. Entre Lille et Bruxelles, nous sommes le territoire central, réellement the place to be », indique Rudy Demotte.

Si Rudy Demotte a décidé de s'y consacrer pendant un an, ce n'est pas pour y faire de la figuration. « Si j'ai démissionné du conseil communal, c'est justement parce que je n'apprécie pas ce rôle. Je veux me rendre utile là où je peux. Je ne suis pas encore à l'hospice mais je pense déjà aux

jeunes, je ne suis pas indispensable. Au sein de l'Eurométropole, je peux continuer à m'enrichir, à être proactif dans le bassin de vie qu'il constitue ».

Lille-Kortrijk-Tournai, ce sont 2,2 millions d'habitants dont 700.000 concernés directement par la question transfrontalière. « Avec la Covid-19, on a reparlé des frontières avec des règles différentes pour les Belges et les Français, un accès limité aux commerces. Une preuve que le transfrontalier reste au cœur des préoccupations. L'Eurométropole, ce n'est pas un machin.

Pierre Mauroy, Stefaan De Clerck et moi-même sommes à l'origine de ce processus qui est un véritable lieu de diplomatie avec 14 niveaux de pouvoir représentés ». Le premier dossier concret géré par l'Eurométropole, c'était la suppression de la taxe de 5 euros quand le train franchissait la frontière. « Nous avons réussi à supprimer ça. C'était une aberration alors qu'il n'y avait que quelques kilomètres de différence ».

Rudy Demotte est motivé. Sa tâche va s'articuler autour de trois grands axes : la durabilité (avec le Parc Bleu, le développement transfrontalier de l'économie circulaire, la qualité de l'air, la mobilité...), la solidarité (par l'emploi, l'enseignement supérieur, la culture...), l'innovation (grâce au digital, la participation citoyenne...). « Une année pleine de projets, donc, pour l'intérêt des citoyens de l'Eurométropole, que je prendrai à cœur de réaliser », a conclu le président de l'Eurométropole Lille-Kortrijk-Tournai. ●

QUENTIN MINISCLoux



Loïc Delhuvette, le bras armé de l'Eurométropole, avec le nouveau président, Rudy Demotte. © Q.M.

L'Eurométropole

Un bassin expérimental

Le chef d'orchestre de l'Eurométropole, c'est bien Loïc Delhuvette, a assuré Rudy Demotte. C'est lui qui devra poursuivre la politique mise en place comme celle de l'implication citoyenne dans les projets. « Nous sommes très en avance dans notre manière de fonctionner. L'Eurométropole est un pouvoir de proximité ».

Un bassin expérimental pour l'Europe. Car l'air que l'on

respire n'a pas de frontière et ce qui se fait ici aujourd'hui au sein de l'Eurométropole Lille-Kortrijk-Tournai pourra servir demain pour toutes les frontières de l'Europe. « Quand on parle de qualité de l'air, ça ne concerne pas une seule ville. À Tournai et à Lille, on respire le même air. Il faut mettre en place un tableau de bord pour tout notre territoire avec des indicateurs précis et des ré-

ponses communes qu'on doit donner à tout le bassin de vie. Cela nous ramène à la pollution de l'Escaut. Là, les mécanismes entre France et Belgique n'ont clairement pas fonctionné. Cela ne doit plus arriver », concède Rudy Demotte. Autre exemple, l'emploi et des diplômés qui ne sont pas valables de part et d'autre d'une frontière pour un même cursus. Là aussi, Rudy Demotte veut

lancer la machine pour qu'un jour, l'équivalence soit la même de chaque côté de la frontière. « Pour cela, il faut bâtir un modèle ad hoc. Pour cinq ou 100 jeunes, il y aura la possibilité de faire un stage en alternance qui soit reconnu aux yeux des deux pays ». Pour avancer, Loïc Delhuvette n'a qu'un seul principe : « Écouter les citoyens ». ●

Q.M.